

Aujourd'hui, tout est en triple, on solde

Jean-Marie Harribey

14 janvier 2012

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2012/01/14/aujourd-hui-tout-est-en-triple-on-solde>

Le « triple quelque chose » devient un marqueur de la société capitaliste Avancée, Anti-sociale et À bout de souffle.

Le triple A

Il y a d'abord le désormais célèbre triple A des agences de notation qui récompense l'atteinte du Graal néolibéral, rassurer les marchés financiers lorsqu'on a réussi à imposer l'Austérité budgétaire, l'Austérité monétaire et l'Austérité salariale, cette dernière étant elle-même composée de trois sous-A, chômage Accru, protection sociale Amoindrie et services publics à l'Abandon.

Le triple échec

Il faut voir la dégradation de la notation de la France et de sept autres pays européens par l'agence Standard & Poor's comme la sanction d'un triple échec.

Échec de la politique de Sarkozy qui a tout raté sauf de servir les catégories sociales les plus riches. Son bilan économique et social étant tellement imprésentable pour se représenter à l'élection présidentielle qu'il multiplie les annonces qui visent soit à brouiller les cartes, telle sa proposition de mini-taxe sur les transactions de bourse, soit à faire la courte échelle aux projets du Front national pour tenter d'en capter l'électorat.

Échec de la gestion de la crise par le Conseil européen, la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE). Personne ne croit plus à l'efficacité des mesures adoptées lors des Conseils européens de mars, juillet, octobre et décembre 2011. En particulier, le Fonds européen de stabilisation financière (FESF) et le Mécanisme européen de stabilisation qui doit prendre sa suite cette année ne visent qu'à contourner le problème monétaire majeur dont souffre la zone euro : l'absence d'un véritable prêteur en dernier ressort à l'égard des États. En refusant que la BCE assume cette tâche et en obligeant au contraire le FESF à emprunter sur les marchés financiers pour porter éventuellement secours aux États en difficulté, les taux d'intérêt exigés par ces marchés financiers ont très peu de chances d'être bas. La BCE se contente de refinancer les banques qui, compte tenu du climat délétère, stérilisent leurs liquidités en attendant des jours meilleurs pour refaire du casino. Et, avant même que la modification du Traité de Lisbonne, concoctée par Merkel et Sarkozy, soit actée pour discipliner encore davantage le respect des règles budgétaires, monétaires et anti-sociales, les marchés financiers par la voix de leurs agences de notation, anticipent l'inanité de ces mesures pour sortir de la crise.

Échec, plus globalement, de l'idéologie néolibérale dont pourtant les agences de notation sont les haut-parleurs et les défenseurs. Il suffit de lire le communiqué de Standard & Poor's pour se convaincre de la contradiction dans laquelle sont enfermés tous les tenants de l'ordre capitaliste. D'un côté, on y trouve : « *Nous estimons qu'une réforme reposant sur le seul pilier de l'austérité budgétaire pourrait avoir un effet contraire à ses intentions, avec une chute de la demande intérieure résultant de la montée des préoccupations des consommateurs sur l'emploi et leurs revenus disponibles, avec pour conséquence une érosion des recettes*

fiscales nationales ». C'est-à-dire, une critique des politiques d'austérité. De l'autre, à quelques lignes d'intervalle : « *Les notes de la France continuent pour nous à refléter son économie riche, diversifiée et solide, ainsi que sa force de travail hautement qualifiée et productive. Mais pour nous, le niveau relativement élevé de la dette publique, ainsi que les rigidités de son marché du travail compensent en partie ces atouts. Nous avons noté que le gouvernement s'attaque toutefois à ces problèmes, via sa stratégie de renforcement budgétaire et des réformes structurelles.* » C'est-à-dire un appel à approfondir l'austérité via les réformes dites structurelles, dont on sait qu'elle se nomment Allongement de la durée du travail, Allègement des « charges » sociales, en vue de l'Amélioration de la compétitivité des entreprises. Encore un triple A.

La triple erreur

L'Institut Coe-Rexecode nous a habitués à délivrer régulièrement des sentences et des exhortations conformes aux desideratas du patronat européen et français. Dans son Document de travail n° 29, « La durée effective du travail en France et en Europe », publié le 12 janvier 2012, il affirme que les salariés français travaillent beaucoup moins que les salariés allemands dans une année : 1679 heures contre 1904, soit 225 heures de moins, rien que ça ! De quoi accréditer l'idée que les Français sont des fainéants et surtout répéter encore une fois que les 35 heures furent si néfastes.

La ficelle est trop grosse pour qu'une triple erreur ne saute pas aux yeux.

Erreur de méthode. L'étude de Coe-Rexecode commandée à Eurostat exclut les travailleurs à temps partiel. Or la part des temps partiels en Allemagne est plus élevée qu'en France : 26,2 % d'un côté, 18,4 % de l'autre. De plus, les temps partiels annuels sont en moyenne inférieurs en Allemagne qu'en France : 883 heures contre 978 heures. Quand on réintègre dans la statistique les travailleurs à temps partiel, l'écart se réduit à 87 heures : 1550 heures en France et 1637 en Allemagne. Et on s'aperçoit qu'entre 1999 et 2010, la proportion de salariés à temps partiel a augmenté de 7,1 points en Allemagne (passant de 19,1 % du total des salariés à 26,2 %) et de seulement 0,3 point en France (passant de 18,1 % à 18,4 % des salariés)¹.

Erreur de méthode encore. Eurostat construit ses statistiques à partir des enquêtes sur le travail et l'emploi menées par chaque institut statistique national. Ainsi, pour la France, l'INSEE procède en continu à ce type d'enquêtes. Or, en 2003, l'INSEE a modifié sa manière de procéder et considère aujourd'hui que « la comparaison avec les enquêtes emploi antérieures à 2003 n'est pas possible ». La preuve en est qu'entre 2002 et 2003, soit en l'espace d'une année, la durée de travail enregistrée serait tombée de 1717 à 1583 heures. Se pourrait-il, alors que la droite est revenue au pouvoir et a déjà commencé à détricoter les 35 heures, que la durée de travail ait été réduite de 134 heures annuelles ? Les salariés français auraient-ils bénéficié d'un coup de près de 4 semaines de congés supplémentaires ?

Erreur de méthode enfin. En segmentant les catégories de travailleurs pour essayer de trouver une catégorie parfaitement homogène qui puisse être montrée comme représentative de l'ensemble, Coe-Rexocode frise l'imposture intellectuelle. Et, au sujet de la séparation salariés à temps complets/salariés à temps partiels, l'affaire n'est pas anodine, comme l'a justement fait remarquer Guillaume Duval dans son très bon article « Temps de travail : faux scoop et vraie erreur », http://www.alternatives-economiques.fr/temps-de-travail---faux-scoop-et-vraie-erreur_fr_art_633_57681.html. En effet, la préférence pour le travail à temps partiel féminin, qui est plus forte dans une partie de l'Europe qu'en France traduit un choix de société contestable.

¹ Document Coe-Rexocode, tableau p. 38.

Le triple plus

Au final, la triple erreur de méthode de Coe-Rexecode n'est pas innocente. Elle traduit un choix idéologique que des artifices méthodologiques n'arrivent même pas à masquer. Il s'agit toujours d'accréditer l'idée qu'il faut toujours réduire un peu plus le coût du travail, qu'il faut éternellement travailler davantage, parce qu'il faut toujours produire plus.

Mettre en regard la durée et la productivité du travail en France, en reconnaissant que cette dernière étant au-dessus de la moyenne européenne, aurait amené les experts patronaux à d'autres contorsions méthodologiques. Le stock des « triple quelque chose » est inépuisable.